

## RENTREE SOMBRE EN TURQUIE !

=====

1. **Les réformes s'avèrent déjà insuffisantes**
2. **L'armée se montre toujours le maître de la vie politique**
3. **Le scrutin du 3 novembre promet déjà des chocs imprévus**
4. **23 partis politiques participent au scrutin**
5. **Marchandages scandaleux des leaders centre-gauche**
6. **La grève de la faim: cinq victimes en deux mois**
7. **Toujours 10 mille prisonniers politiques, toujours inculpations**

Les réformes s'avèrent déjà insuffisantes

=====

Après avoir décidé de tenir les élections anticipativement, le Parlement turc a adopté le 3 août une série de réformes en vue de répondre aux critères politiques requis par Bruxelles pour négocier l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne.

Ces réformes consistent en l'abolition de la peine de mort en temps de paix, l'octroi de droits culturels aux minorités (diffusion des programmes audiovisuels et enseignement privé en leur langue), l'extension de la liberté d'expression et d'association, la limitation de la répression de manifestations publiques, l'élargissement des droits des instances religieuses non musulmanes, le remplacement de l'emprisonnement par l'amende pour délit de presse, la suppression des poursuites pour critique d'institutions d'Etat.

Toutefois, les mesures adoptées ne signifient pas qu'elles font l'unanimité en Turquie ni à l'étranger.

En effet, nombreux articles répressifs de la Constitution, du Code pénal et de la Loi anti-terreur restent en vigueur et menaceront toujours la liberté d'expression et d'organisation. Près de dix mille prisonniers politiques condamnés pour des "délits" considérés "liés au terrorisme" resteront toujours en prison.

Il sera suffi de jeter un coup d'oeil aux derniers bulletins mensuels Info-Türk pour voir la situation toujours catastrophique des droits de l'Homme en Turquie. (<http://www.info-turk.be/bulletins.htm>)

Toujours plus de 10 milles personnes se trouvent dans les prisons turques en raison de leurs engagements politiques considérés "séparatiste", "terroriste" ou "islamiste". L'ancienne députée kurde Leyla Zana et ses trois collègues sont toujours privés de leur liberté en raison d'avoir prononcé publiquement leur origine kurde.

La grève de la faim qui dure depuis près de deux ans pour protester contre le régime d'isolement carcéral dans les prisons turques a fait cinq nouvelles victimes au cours des mois de juillet et août 2002. Le nombre total des victimes s'élève ainsi à 96.

La police a récemment arrêté une quarantaine de manifestants qui remettaient une pétition au consulat de France à Istanbul contre le régime d'isolement carcéral.

L'état d'urgence reste toujours en vigueur dans deux provinces kurdes (Diyarbakir et Sirnak).

L'armée reste toujours le maître de jeu

=====

Ce qui est le plus important est que le Conseil national de la Sûreté (MGK), dominé par les militaires, restera toujours le vrai maître de la vie politique en Turquie. Par exemple, la modalité de la mise en application des récentes réformes adoptées par l'Assemblée dépendra toujours d l'avis

de ce conseil paramilitaire.

La semaine dernière, au cours de la cérémonie de passation des pouvoirs, le chef sortant de l'armée turque, le général Huseyin Kivrikoglu, et son successeur, le général Hilmi Özkök, ont fait des déclarations virulentes contre les "menaces kurde et islamiste" aux élections prochaines.

Les chefs de l'armée turque, à même occasion, ont mis en garde l'Union européenne contre le risque d'une crise majeure dans la région si Chypre est intégré à l'Union européenne malgré l'opposition turque.

Un concert de la chanteuse populaire Sezen Aksu a été critiquée par le commandant de l'Armée de la région égéenne, le général Hursit Tolon car le programme contenait des chansons en kurde, grec et arménien.

La prise de position de l'Armée n'est pas loin de celle du mouvement néo-fasciste. Le parti d'Action nationaliste (MHP) a déjà annoncé son intention de saisir la Cour constitutionnelle pour faire annuler les réformes récentes. Leur argument: l'octroi de droits culturels aux Kurdes pourrait servir au PKK qui a mené pendant 15 ans une lutte armée en faveur de la création d'un Etat kurde. Et l'abolition de la peine capitale empêchera l'exécution du chef du PKK, Abdullah Öcalan, condamné à mort pour "trahison et séparatisme".

Le ministre turc de la Défense Sabahattin Cakmakoglu, appartenant au parti néo-fasciste, a récemment affirmé que la Turquie avait des intérêts historiques dans le nord de l'Irak, indiquant que son pays s'opposerait à la création d'un Etat kurde indépendant dans cette région.

Le vice-Premier ministre turc Mesut Yilmaz, le politicien turc le plus pro-européen, a tout de suite justifié la position de l'armée. Il a déclaré que l'UE devait comprendre la position de l'armée turque qui n'hésite pas à intervenir pour peser sur la vie politique contre l'islam politique et le séparatisme kurde.

L'inculpation et la condamnation des intellectuels pour "séparatisme" continuent toujours. L'hebdomadaire pro-kurde Yedinci Gündem vient d'arrêter sa parution à cause des pressions policières et financières. La distribution de cette revue a été interdite depuis le début dans la région d'état d'urgence.

Le ministre de l'éducation nationale a décidé d'insérer dans les programmes scolaires un cours spécial contre "les affirmations de génocide arménien et grec".

Malgré ce piétinement, Ankara espère obtenir un calendrier d'ouverture des négociations avant la fin de 2002 et la tenue du sommet européen de Copenhague, consacré à l'élargissement de l'Union.

Le "rapport annuel de la Commission sur l'état de préparation des candidats à l'adhésion", à paraître le 16 octobre, constituera une première évaluation concrète.

La Commission européenne et les chefs de la diplomatie des Quinze réunis le 30 août au Danemark, ont salué les récentes réformes démocratiques adoptées en Turquie, mais sont restés flous quant à la fixation d'une date d'ouverture de négociations d'adhésion entre Ankara et l'UE.

Le commissaire européen à l'Elargissement, Günter Verheugen, a dit: "Je ne crois pas qu'ils afficheront avant la fin de l'année un bilan suffisant pour pouvoir rendre un jugement final sur le respect des critères politiques" nécessaires à l'adhésion à l'UE.

Autre date clé, celle des prochaines élections turques, anticipées, qui auront lieu le 3 novembre: au vu des réactions négatives de l'Armée et de l'opposition ultra-nationaliste aux réformes, il va sans dire que les résultats de ces élections seront observés avec attention.

## Le scrutin promet déjà des chocs imprévus

---

Le parlement turc a adopté fin juillet à une très large majorité la date du 3 novembre 2002 pour des élections législatives anticipées, après avoir été convoqué en session extraordinaire. De cette manière, le scrutin normalement prévu pour avril 2004 est avancé de près de 18 mois, et ne déroge pas à une habitude prise depuis 1983 en Turquie qui veut qu'aucune législature n'aille à son terme. Le Conseil supérieur des élections (YSK) a annoncé que 23 partis politiques sont qualifiés à participer aux élections du 3 novembre 2002. (Voir la liste complète à la suite de cet article).

Ecoeurés par la grave crise économique qui a pourri leur vie sous la coalition tripartite (DSP-MHP-ANAP) de Bulent Ecevit soumise aux directives draconiennes du Fonds Monétaire International (FMI), les électeurs défavorisés sont désespérément à la recherche d'une alternative qui pourra garantir une amélioration de leurs conditions de vie.

Les sondages donnent depuis des mois le parti islamiste de la Justice et du Développement (AK), dont le leader Recep Tayyip Erdogan est menacé de bannissement, largement en tête du prochain scrutin.

Le parti AK, un de deux successeurs du parti de la Vertu (FP), interdit par la Cour Constitutionnelle, est crédité de plus de 20% des suffrages à cause de son organisation réussite dans les quartiers populaires des grandes villes.

L'intervention fréquente de l'Armée dans la vie politique sous prétexte de "défendre laïcité" et l'échec socio-économique des partis politiques "laïcs" rendent ce parti encore plus populaire tant en Anatolie que dans les métropoles.

A droite, après le AK, seul le MHP (néo-fasciste) pourra facilement dépasser les 10% de voix minimum à l'échelon national pour pouvoir présentes à l'Assemblée prochaine, ce à cause de son discours ultra-nationaliste contre les critères de Copenhague.

Quant au deuxième parti islamiste issu également de l'interdiction du FP, le parti du Bonheur (SP), les sondages ne le connaissent pas la chance d'atteindre les 10% de voix.

Deux partis principaux de droite (DYP et ANAP), représentés actuellement au Parlement, eux aussi, sont sérieusement menacés d'être exclus de la nouvelle assemblée nationale.

C'est la raison pour laquelle, tous les autres partis de droite, Sauf le AK et le MHP, cherchent une alliance électorale avec les petits partis de droite (BBP, YP, LDP, DTP, ATP, DP, MP et GP) afin d'éviter une telle catastrophe.

## Marchandages scandaleux des leaders centre-gauche

---

Le sort des partis de centre-gauche s'avère plus problématique.

Tout d'abord, les sondages d'opinion ne donne aucune chance au DSP du Premier ministre Ecevit après le départ de plusieurs ministres et députés qui ont immédiatement formé un autre parti politique, le parti de la Turquie nouvelle (YTP) sous la présidence d'Ismail Cem, ancien ministre des affaires étrangères.

Tous les deux, DSP et YTP, sont sérieusement menacés de rester sous le seuil de 10% des voix.

Afin d'améliorer son score électoral, Ecevit a récemment fait appel aux gens de "gauche nationaliste" tout en excluant l'alliance avec le YTP ou le CHP.

Seul le IP, atatürkiste, s'est déclaré favorable à l'appel d'Ecevit.

Le YTP, toujours dans le même but d'améliorer sa chance, cherche une alliance électorale avec n'importe quelle petite formation, de gauche ou de droite, bien entendu, sauf les partis de gauche marxiste ou pro-kurde. Il flirte toujours avec le SHP de l'ancien vice-premier Murat Karayalcin, qui n'est pas autorisé à participer aux élections.

Quant au troisième grand parti de centre-gauche, le parti républicain du Peuple (CHP), qui avait été exclu du parlement précédent à cause du seuil de 10%, espère cette fois-ci devenir, après le scrutin, le deuxième grand parti après l'AK.

Paradoxalement, pour une telle réussite, au lieu d'une campagne basée sur les valeurs de gauche, le CHP a choisi l'ancien vice-président de la Banque mondiale et l'homme de confiance du FMI comme son "émancipateur".

En tant que ministre des affaires économiques du gouvernement d'Ecevit, Kemal Dervis était le responsable principal de la mise en application des mesures draconiennes imposées par le FMI.

C'est le même CHP qui, en tant que parti de centre-gauche, accusait fréquemment Dervis d'avoir vendu les intérêts nationaux aux puissances économiques mondiales et d'avoir mené une politique économique conduisant les travailleurs et paysans à une misère totale.

Après avoir flirté longuement avec le nouveau YTP d'Ismail Cem, Dervis l'a trahi au dernier moment et a adhéré au CHP en échange des concessions scandaleuses du président du parti Deniz Baykal.

En effet, contrairement aux jugements précédents de son parti à l'égard de cet ancien ministre, Baykal s'est engagé à réserver meilleures places dans les listes électorales à Dervis et son équipe et à confier, en cas d'un gouvernement de coalition comprenant le CHP, tous les ministères compétents dans les affaires économiques, financières et budgétaires à cette équipe de FMI-Banque Mondiale!

Parmi les petites formations de centre gauche, seul le TDP s'est déclaré favorable à une alliance avec le CHP.

Quant aux partis de gauche marxiste (ÖDP, EMEP et TKP), ils ne sont pas encore à un niveau d'atteindre les 10% des voix. C'est la raison pour laquelle ils cherchent d'abord une alliance électorale entre eux-mêmes avant chercher une alliance avec le parti de la Démocratie du peuple (HADEP), seul parti puissant dans les provinces kurdes.

En effet, tous les observateurs donnent la plus grande chance au HADEP dans ces provinces et même dans les quartiers populaires des grandes villes occidentales.

Toutefois, comme il était le cas aux élections de 1999, le HADEP s'inquiète toujours de ne pas atteindre les 10% des voix à l'échelon national.

En plus, ce parti est toujours menacé d'un procès. En cas d'une interdiction avant les élections, le HADEP ne pourra pas participer au scrutin.

Pour remédier à cela, les kurdes ont déjà fondé une deuxième formation, Parti Démocratique du Peuple (DEHAP), qui est déjà autorisé à participer aux élections. En cas d'interdiction du HADEP, les électeurs kurdes pourront voter à ce parti alternatif.

Pour assurer un pourcentage national plus de 10%, les dirigeants du HADEP font appel aux autres partis de gauche (ÖDP, EMEP et TKP) ou centre gauche (SHP), même à un des partis islamiste (SP).

Si toutes ces tentatives sont échouées et la représentation du peuple kurde au parlement prochain est empêchée une fois de plus, on peut jamais parler d'une "démocratisation" en Turquie.

Ainsi, à l'issue du scrutin, la vie politique du pays sera dominée par des islamistes et néo-fascistes ainsi que des "sociaux-démocrates" ayant vendu leur âme à un représentant du FMI et de la Banque mondiale.

23 partis politiques qui participent au scrutin

=====

11 partis représentés actuellement à l'Assemblée nationale:

Au pouvoir:

Parti d'action nationaliste (MHP), Devlet Bahçeli, extrême-droite, 125 sièges, au gouvernement,  
Parti de la Mère-Patrie (ANAP), Mesut Yılmaz, centre-droite, 71 sièges

Parti de la Gauche démocratique (DSP), Bülent Ecevit, gauche nationaliste, 58 sièges,

A l'opposition:

Parti de la Juste Voie (DYP), Tansu Çiller, centre-droite, 85 sièges

Parti de la Turquie Nouvelle (YTP), Ismail Cem, centriste, 62 sièges  
Parti de la Justice et du Développement (AKP), Tayyip Erdogan, islamiste, 56 sièges,  
Parti du Bonheur (SP) de Recai Kutan, islamiste, 46 sièges,  
Parti Social-Démocrate (TDP), Sema Piskinsut, centre-gauche, 3 sièges  
Parti de la Grande Union (BBP), Muhsin Yazicioglu, extrême-droite et islamiste, 4 sièges  
Parti du Pays (YP), Saadettin Tantan, centre-droite, 3 sièges  
Parti républicain du peuple (CHP), Deniz Baykal, centre-gauche, 2 sièges

12 partis à l'extérieur du parlement actuel:

Parti de la Démocratie du peuple (HADEP), Murat Bozlak, fort représentatif dans le Kurdistan  
Parti Démocratique du Peuple (DEHAP), Veysi Aydin, parti alternatif si le HADEP est interdit avant les élections  
Parti de la Liberté et de la Solidarité (ÖDP), Ufuk Uras, gauche marxiste  
Parti Ouvrier (IP), Dogu Perincek, atatürkiste  
Parti du Travail (EMEP), Levent Tüzel, gauche marxiste  
Parti démocrate libéral (LDP), Besim Tibuk, centre-droite  
Parti Communiste de Turquie (TKP), Aydemir Güler, gauche marxiste  
Parti de la Turquie démocrate (DTP), Mehmet Ali Bayar, centre-droite  
Parti de la Turquie illuminée (ATP), Tugrul Türkes, extrême-droite  
Parti Jeune (GP), Cem Uzan, extrême-droite  
Parti Démocrate (DP), Yalcin Koçak, centre-droite  
Parti de la Nation (MP), Aykut Edibali, islamiste

La grève de la faim: cinq victimes en deux mois

=====

La grève de la faim qui dure depuis près de deux ans pour protester contre le régime d'isolement carcéral dans les prisons turques a fait cinq nouvelles victimes au cours des mois de juillet et août 2002. Le nombre total des victimes s'élève ainsi à 96.

Toutes les dernières victimes sont femmes et accusées de faire partie du Parti-Front Révolutionnaire de Libération du Peuple (DHKP-C).

- 1) Le 30 juillet, Semra Basyigit, âgée de 24 ans, est décédée dans un hôpital d'Istanbul après un an de jeûne.
- 2) Le 10 août, Fatma Bilgin, 30 ans, est décédée dans un hôpital d'Ankara un an environ après avoir rejoint le mouvement de grève de la faim. Mme Bilgin purgeait une peine de douze ans de prison.
- 3) Le 22 août, Melek Birsan Hosver, 32 ans, est morte à l'hôpital d'Ankara après avoir jeûné pendant 250 jours. Elle purgeait une peine de 12 ans de prison.
- 4) Le 26 août, Gulnihal Yilmaz, 34 ans, est morte à la prison de Kutahya (ouest) après avoir jeûné pendant 449 jours. Elle purgeait une peine de prison pour appartenance au DHKP-C.
- 5) Le 31 août, Fatma Kose, âgée de 35 ans, est morte dans un hôpital d'Ankara. Elle purgeait une peine de 17 ans et demi de prison.

La grève a été lancée en octobre 2000 par un millier de prisonniers politiques de gauche pour protester contre l'entrée en service de prisons dites "de type F" où des cellules pour 1 ou 3 détenus remplacent le système des vastes dortoirs. Ils estiment que ce régime d'isolement les expose aux mauvais traitements et les désocialise.

La résistance des prisonniers politique s'est soldée par la mort de 56 détenus ou leurs proches décédés des suites de leur privation.

En décembre 2000, un assaut des forces de gendarmeries pour réduire le mouvement dans une vingtaine de prisons avait fait 32 victimes dont deux gendarmes, et le gouvernement avait alors ouvert quatre de ces nouvelles prisons dites "de type F".

Quatre prisonniers se sont en outre immolés par le feu en soutien aux grévistes et quatre autres personnes ont été tuées lors d'une intervention de la police en novembre dernier contre une maison d'Istanbul occupée par des grévistes.

Les protestataires avancent que le nouveau système désocialise les détenus et les expose aux mauvais traitements des forces de sécurité.

Mais le gouvernement s'est toujours catégoriquement refusé à revenir à l'ancien système, estimant qu'elles étaient la raison de fréquentes et sanglantes mutineries avec prises d'otages dans des prisons régulièrement dénoncées par les Européens pour leurs tristes bilans.

Les grévistes de la faim ont considérablement abaissé leurs exigences pour mettre fin à leur grève et sont prêts à accepter un compromis avancé par les chefs des 4 principaux barreaux du pays. Ce compromis, résumé sous la formule, 3 clefs 3 portes, permettrait aux détenus de 3 cellules de 3 détenus (9 personnes), de pouvoir communiquer entre eux pendant huit heures par jour. Toutefois, le ministère de la justice la refuse en invoquant des obstacles de nature technique et sécuritaire.

Toujours 10 mille prisonniers politiques, toujours inculpations

=====  
Actuellement quelque 10.000 des 55.000 détenus que compte la Turquie sont des détenus politiques accusés de terrorisme ou d'appartenance à un parti ou une organisation politiques illégaux.

Le premier ministre Ecevit (DSP), l'ancien chef de l'Etat-major des forces armées le général Kivrikoglu --également l'homme fort du Conseil de la Sûreté nationale (MGK)--, les vice-premiers ministres Devlet Bahçeli (MHP, néo-fasciste) et Mesut Yilmaz (ANAP, de droite) ainsi que l'ancien ministre de la Justice Hikmet Sami Türk (DSP) sont les responsables principaux de la mort des dizaines des prisonniers politiques dans ce pays au seuil de l'Union européenne. (Info-Türk, 31 août 2002)

\*\*\*\*\*

Autres information dans la Flash Info-Türk <http://www.info-turk.be/flash.htm>

- Manifestation contre l'isolement carcéral : 40 arrestations
- L'armée turque met en garde l'UE au sujet de Chypre
- Ankara affirme avoir un droit de regard dans le nord de l'Irak
- Yilmaz affirme soutenir le rôle de l'armée dans la politique
- A publisher sentenced for a book about Kurds
- The pro-Kurdish weekly Yedinci Gundem closes down
- The Kurdish review Serbesti to be silenced
- Chief Prosecutor's office files a suit against IHD executives
- L'UE reste floue sur une date de négociation
- HRW ne trouve pas suffisant les nouvelles réformes
- School training against "Armenian Genocide claims"
- Deux journalistes condamnés à la prison à Chypre du nord

.....  
INFO-TURK 53, rue de Pavie 1000 BRUXELLES Tel: (32-2) 215 35 76 Fax: (32-2) 215 58 60 E-mail:  
[editor@info-turk.be](mailto:editor@info-turk.be) Rédacteur en chef: Dogan OZGUDEN Editrice responsable: Inci TUGSAVUL  
<http://www.info-turk.be>